

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2023

PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 517

présenté par

M. Roussel, Mme Bourouaha, M. Brotherson, M. Castor, M. Chailloux, M. Chassaigne,
M. Dharréville, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme K/Bidi, M. Le Gayic, Mme Lebon, M. Lecoq,
M. Maillot, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, M. Rimane, M. Sansu, M. Tellier, M. William et
M. Wulfranc

ARTICLE 2**RAPPORT ANNEXÉ**

Substituer à la deuxième phrase de l'alinéa 7 les trois phrases suivantes :

« Par la dissuasion nucléaire tout d'abord, qui en l'absence d'un processus multilatéral de désarmement crédible, reste à ce jour le cœur de notre défense. Depuis les années 1960, la France a fait de la dissuasion la clé de voûte de son indépendance et de sa sécurité. Afin d'œuvrer à une paix durable, la France doit engager l'élaboration d'une stratégie de dissuasion non nucléaire et œuvrer activement à la réalisation de l'article VI du traité de non-prolifération (TNP) en prenant toutes les initiatives diplomatiques utiles afin d'atteindre l'objectif d'un désarmement total et négocié entre tous les États dotés et détenteurs de l'arme nucléaire. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe GDR propose de transcrire dans le rapport annexé de cette loi de programmation militaire 2023-2030 les engagements pris dans le cadre du traité de non-prolifération (TNP) et la nécessité d'engager la réflexion pour construire stratégie de dissuasion ne reposant pas sur l'arme nucléaire.